

La Plateforme des Acteurs du Développement Pastoral au Tchad

www.plateforme-pastorale-tchad.org

Diagnostic et propositions opérationnelles pour le soutien à l'élevage pastoral perturbé par la crise centrafricaine

Mission d'étude au Logone Orientale, Mandoul et Moyen Chari du 04 au 14 mars 2014¹

Note de synthèse 4 politiques pastorales : septembre 2014

SYNTHESE ETUDE CRISE PASTORALE AU SUD

Contexte d'urgence pastorale au Sud en lien avec la crise de RCA

La zone soudanienne tchadienne couvrant le Sud Salamat, le Moyen Chari et le Mandoul est fortement perturbée par les événements de la RCA voisine intervenus depuis la fin de l'année 2013. Plusieurs missions organisées par le Ministère du Développement Pastoral et les organisations professionnelles des éleveurs ont été dépêchées au cours des dernières semaines pour rendre compte de la situation et des enjeux. La Présidence est aussi préoccupée par cette situation et est en relation avec les organisations des éleveurs et les autorités régionales pour prévenir les tensions possibles liées à cette situation exceptionnelle.

Le cluster sécurité réunissant les bailleurs de fonds est aussi en vigilance et tente de mobiliser des financements. Plusieurs interventions humanitaires sont en cours de préparation avec le risque que les spécificités pastorales de cette crise ne soient pas suffisamment prises en compte.

La Plateforme Pastorale a mis évidemment cette question à l'ordre du jour de son atelier de planification annuelle de février 2014. L'atout de la plateforme est de pouvoir mobiliser les différents services et acteurs aptes à préciser de manière opérationnelle les actions à conduire dans le cadre d'une intervention en même temps indispensable et imminente.

Proposition de mobilisation expertise conjointe de la plateforme

La proposition est que la Plateforme Pastorale puisse mobiliser une mission conjointe dans les régions concernées de manière à décliner les éléments du diagnostic déjà recueillis en mesures de correction

¹ Résumé de l'étude Urgence pastorale au Sud : Dr Passinring Keudeu, Enseignant Chercheur, Consultant pour la mission ; Dr. Pabamé Sougnabé expert appui à la Plateforme Pastorale, Dr. Abakar LI-hadji Mallah, chef de services vétérinaire de la DSV/MDPPA ; Sabre Idriss Djaskamo, Cadre de la DHP/MHRU ; Mahamat Nour, Représentant de la CONFENET ; Adoum Aboulfathi, Représentant de la CONORET ; Ibrahim Tidjani, Doctorant, réfugié Centrafricain, Plateforme Pastorale du Tchad, Iram, mars 2014, 36 p.

pragmatiques, d'informations complémentaires immédiatement opérationnelles et adaptées aux situations vécues par les éleveurs.

La plateforme a proposé de mobiliser une équipe composée de responsables des institutions membres de la plateforme et directement concernées par la crise pastorale qui s'annonce : Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales, Ministère de l'Hydraulique Rurale et Urbaine, Ministère de l'Environnement et les représentants des principales Organisations d'Éleveurs (déjà actives dans la recherche de solutions et en contact avec certains leaders de RCA).

Pour rendre efficace et rapide la production d'un document diffusable, il est proposé de mobiliser en appui à ces personnes ressources un expert national, assurant la rédaction du rapport et la préparation de la présentation des propositions opérationnelles aux ministères concernés et aux partenaires techniques et financiers national et internationaux à mobiliser.

Objectifs et résultats attendus de la mission de la plateforme

Cette mission organisée par la plateforme et financée par l'AFD et la FAO visait deux objectifs très opérationnels susceptible de faciliter la mobilisation d'une réponse adaptée et rapide face à la menace de grave crise pastorale au Sud :

1-Actualiser le diagnostic des enjeux d'une intervention d'urgence pour sécuriser l'élevage dans ce contexte conjoncturel :

Il s'agissait d'établir un diagnostic rapide et précis de la situation pastorale dans les zones concernées par le reflux des éleveurs venant de Centre-Afrique et le blocage des transhumants dans la zone soudanienne faute d'accès à la RCA : (i) Inventaire précis des groupes de pasteurs et agro-pasteurs présents dans la région : groupes, contacts des leaders des groupes, nombre de campements, familles par campement, types et effectifs des troupeaux, (ii) Repérage spécifique des pasteurs revenus de RCA en intégrant leur situation avec ou sans troupeaux, de manière qualitative et quantitative, en recueillant les contacts des leaders des groupes.

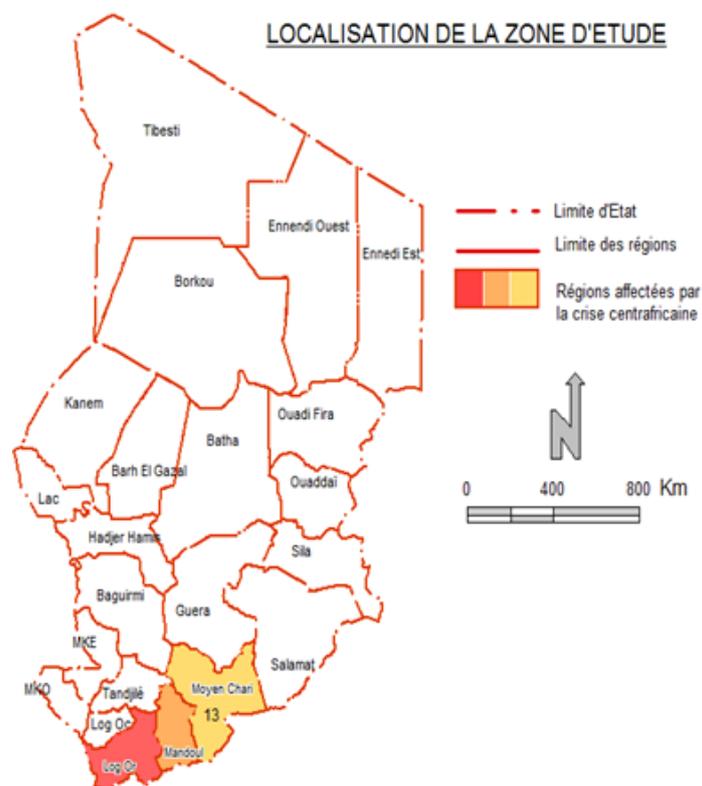
Il s'agissant également d'établir un diagnostic des ressources pastorales pâturage, aliments du bétail et eau accessibles dans les régions considérées, d'évaluer les nouveaux risques sanitaires occasionnés par la plus grande concentration des troupeaux, d'identifier un système de report et d'alerte sanitaire dans les régions concernées (impliquant les services vétérinaires), et enfin d'évaluer les besoins d'urgence des différents groupes et anticiper sur les actions de LRRD.

2-Elaborer avec les acteurs concernés des propositions opérationnelles d'intervention dans différents champs d'action complémentaires. Au-delà du diagnostic socio-pastoral à affiner, la mission conjointe de la Plateforme avait aussi pour mission de proposer les actions de prévention sanitaire nécessaires et chiffrer les coûts à mobiliser, proposer les actions adaptées à la mobilisation de ressources alimentaires pour les troupeaux (amélioration de la valorisation des aliments disponibles : mélasses, tourteaux, résidus de culture, transformation et fabrication locale, possibilité d'importation, accès à l'eau en lien avec le pâturage), proposer des zones de replis où accompagner les pasteurs pour décongestionner les zones de forte concentration, en mobilisant les OP locales et nationales pour favoriser des accords sociaux exceptionnels.

Synthèse de l'expertise collective de la Plateforme Pastorale

La mission s'est d'abord penchée sur la crise centrafricaine et son impact sur l'élevage pastoral dans le Sud tchadien : afflux de réfugiés centrafricains au Sud du Tchad à travers de nombreux témoignages des personnes rencontrées sur le terrain, importance des liens économiques et sociaux qui existaient avant la crise politico – militaire de la RCA.

Elle a précisé **la zone véritablement impactée par cette crise.** La crise politico – militaire centrafricaine a franchi les frontières nationales. Au-delà des régions nord de ce pays voisin du Tchad, la crise touche aujourd'hui 11 sous-Préfectures en République du Tchad : Bitoye (Monts de Lam), Goré (Nya – Pendé), Yamodo (Nya – Pendé), Goundey (Lac Iro), Boum Kebir (Lac Iro), Bebopen (Mandoul Occidental), Bouna (Barh Sara), Bekoumou (Barh Sara), Dembo (Barh Sara), Sido (Grande Sido), Djéké – Djéké (Grande Sido).



L'identification des parties prenantes et de leur potentiel d'intervention a été menée. Plusieurs personnes et ONG ont été identifiées puis rencontrées comme des parties prenantes dans la gestion des éleveurs réfugiés et retournés suite à la tension politico – militaire de la RCA. Le tableau ci – dessous donne les détails sur leurs identités et leurs domaines de compétences respectifs.

Tableau 1 : Partenaires humanitaires et leaders des groupes ethniques

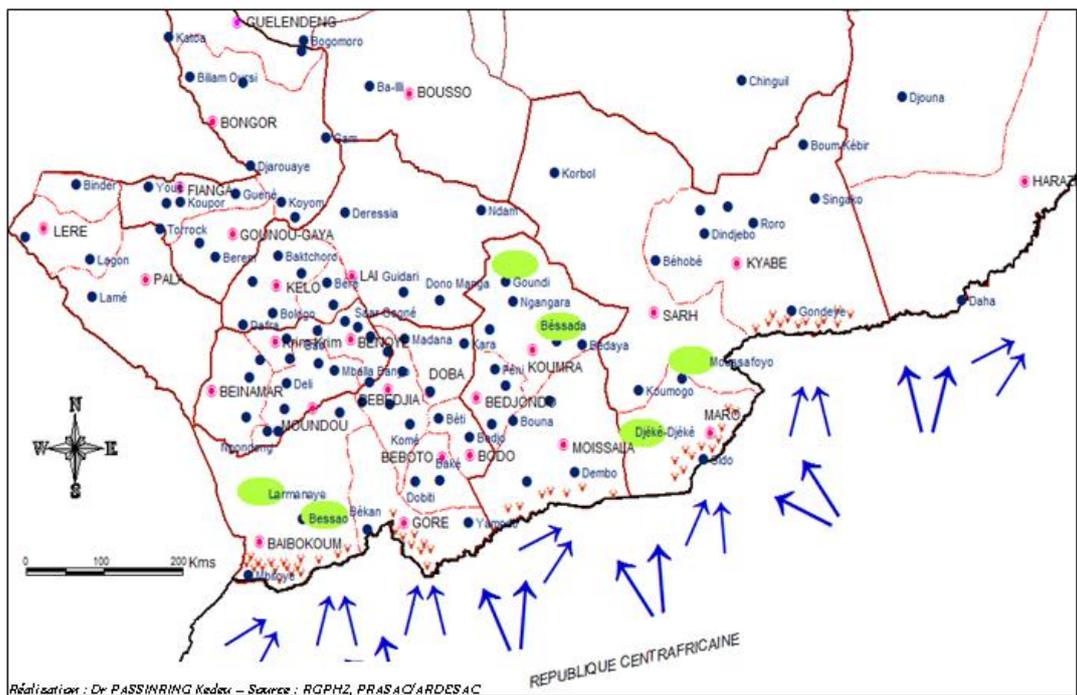
PARTIES PRENANTES	SITUATION	DOMAINE DE COMPETENCE	LEADER		
			NOM ET PRENOMS	TITRE	ADRESSE
Ferrick de Bitoye	BITOYE	RAS	Weuti Gamandé	Chef de ferrick	92 73 77 59
Eleveurs retournés	-II-	-II-	Arno Bakari	Représentant	Non fournie
Comité de gestion des conflits	-II-	Médiation agriculteurs éleveur, éleveurs - éleveurs	Dinang Clément	Représentant	90 78 53 79
Fédération des éleveurs du Logone Oriental	Doba	Conseil – Information – Formation - Partenariat	Aboubakar Mahamat	Président	62 20 58 87
Canton Bitoye	BITOYE	Coordination traditionnelle des affaires	Salndouma Bernard	Chef de terre, représentant Chef de Canton	Non fournie
Fédération des éleveurs du Logone Oriental	Doba	Conseil – Information – Formation - Partenariat	Hassane Chabaka	Trésorier	99 76 01 96
Secteur d'élevage des Monts de Lam	Baïbokoum	Coordination technique	Weugabbe Eloi	Chef de secteur	66 48 35 97/99 61 90 23
Poste vétérinaire	Bitoye	Coordination technique	Dibo Bernard Félix	Chef de poste	66 28 96 79
S/Préfecture de Bitoye	-II-	Administration territoriale	Bandja Kigue	S/Préfet adjoint	62 94 36 95
Ferrick peul de Sido	Sido	Autorité spirituelle	Maire Issa Guidji	Chef de ferrick	91 96 36 79
S/Préfecture de Goundeye	Goundeye	Administration territoriale	Ganda Nangali	S/Préfet	66 48 63 39/95 72 73 96
Organisation Internationale des Migrations (OIM)	Bitoye	Prise en charge des réfugiés tchadiens	Lincoln Ngainga	Représentant local	62 93 33 24
Département des Monts de Lam	Baïbokoum	Administration territoriale	Mahamat Youssouf	Préfet	99 80 01 31

On a également procédé à la caractérisation des éleveurs concernés par la crise, en recensant au fur et à mesure des rencontres les différents groupes d'éleveurs et leur localisation géographique. Ceci a abouti à un recensement remarquable de catégories d'éleveurs, précisant pour chacun son groupe d'appartenance, sa localisation, le nom de son leader, le nombre de ménages et de personne et les effectifs de bovin estimés. Quatre grandes catégories d'éleveurs sont ainsi documentées, chacune étant impactée sous des formes différentes par la grave crise de RCA :

- Pasteurs transhumants tchadiens ;
- Agro-éleveurs et agro-pasteurs autochtones ;
- Eleveurs tchadiens retournés de RCA ;
- Eleveurs centrafricains réfugiés au Tchad.

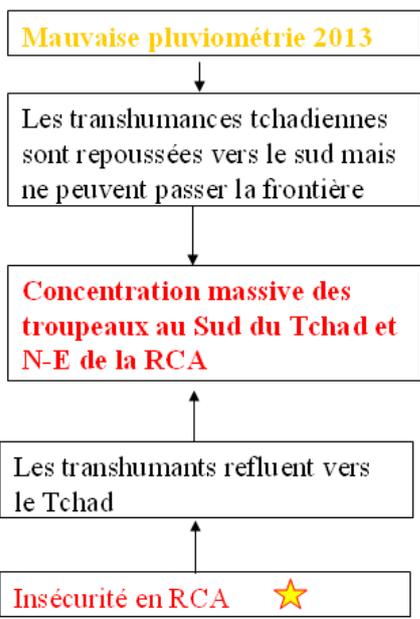
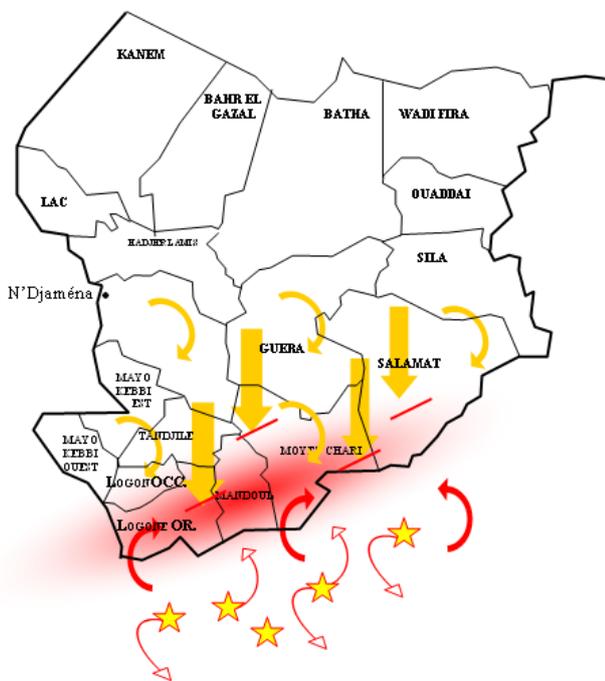
Risques majeurs pour la gestion des ressources et la paix sociale

Le contexte climatique du sud tchadien (climat soudanien à tendance soudano –sahélienne) fait des zones affectées par la crise centrafricaine, des zones à pâturage naturels précaires. En effet, les pâturages naturels assez importants sont concentrés dans les zones humides (bourrelets des berges, plaines alluviales, dépressions humides, ...). Avec la concentration des troupeaux réfugiés et retournés, l'insuffisance voire le manque des pâturages est devenu chronique. L'accès aux rares ressources en eau et en pâturage disponible est devenu difficile, parfois impossible et suscite par endroit beaucoup de conflits d'usage entre les trois catégories des usagers que sont les éleveurs autochtones (agro – éleveurs et transhumants), les éleveurs retournés de la RCA et les éleveurs réfugiés. Avec la forte concentration du cheptel dans la région, les risques de conflits d'usages sont grands et très diversifiés. La carte ci-après esquisse l'identification des zones pouvant servir à décongestionner les terroirs d'accueil du point de vue des interlocuteurs rencontrés par la mission.



Réalisation : Dr P ASSINRING Kedex - Sources : RGFPHZ, PRASAC/ARDESAC

La situation de crise en RCA a eu des impacts importants sur les systèmes pastoraux des éleveurs centrafricains et tchadiens. Même les pasteurs transhumants et agro-pasteurs qui transhument chaque année, une bonne partie n'ont pu effectuer les déplacements à cause de l'insécurité. Ce qui a eu comme conséquence un accroissement de la densité du cheptel dans le sud du pays. La carte suivante montre l'évolution des mouvements de transhumance après la crise centrafricaine (source P. Sutter).



Les risques majeurs mis en évidence au moment de l'étude étaient sanitaires (pour les hommes et les animaux, du fait de forte concentration), mais aussi des risques de conflits entre usagers des pâturages, d'épuisement des ressources fourragères et hydraulique dans les lieux de forte concentration.

Entreprendre des actions d'envergure pour atténuer les effets et anticiper les risques

Cette crise constitue une situation d'urgence car l'apparition d'une maladie animale ou l'éclatement d'un conflit interethnique dans l'état actuel des choses est susceptible d'avoir des effets catastrophiques pour le pays ou la sous-région. Par conséquent, il s'avère nécessaire d'agir sur les facteurs conjoncturels de vulnérabilité et en même temps la nécessité d'agir sur les causes structurelles de vulnérabilité. C'est pourquoi, il est impératif de mettre en œuvre les actions d'urgence et des actions d'accompagnement à court et moyen terme.

Des actions essentielles dans l'urgence : santé et alimentation animales, médiation sociale

En urgence les propositions de la mission de la Plateforme visaient à :

1. Procéder à la déconcentration des sites aujourd'hui considérées comme surchargées suivi d'une opération de recensement ciblé en vue d'une intervention efficace ;
2. Organiser une campagne de vaccination et de déparasitage des animaux ;
3. Constituer un stock alimentaire tant pour le bétail que pour les éleveurs eux – même et organiser leur distribution dans les zones de déconcentration comme mesure d'accompagnement pour les éleveurs volontaires et les éleveurs autochtones;
4. Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information dans les zones susceptibles d'accueillir les nouveaux éleveurs ;
5. Appuyer les structures déjà existant sur les sites (ONG, association, structures administrative) en ressources humaines et matérielles.

Des actions cruciales à inscrire d'ores et déjà dans le moyen et le long terme

En matière de prévention de crises qui deviennent inévitables (en lien avec le changement climatique notamment), des appuis structurels sont indispensables pour mettre en place des mécanismes de prévention et de gestion facilement mobilisables par les acteurs concernés. Des actions doivent d'ores et déjà s'inscrire dans le moyen terme. Plusieurs grands types d'appuis structurels sont susceptibles de réduire la vulnérabilité des éleveurs et de limiter les effets néfastes des prochaines crises. Il s'agit de : sécuriser les biens et les personnes, renforcer des infrastructures d'accueil, former et informer, construire un réseau de partenaires et constitution des équipes techniques, suivre et conseiller les acteurs.

La plateforme estime qu'en gérant cette crise pastorale dans le Sud Tchadien, les acteurs doivent s'inscrire non seulement dans la gestion de l'urgence, mais aussi dans la mise en place de mécanismes structurels aptes à améliorer l'efficacité des actions lors des prochaines crises. Pour cela plusieurs axes d'intervention complémentaires doivent être mis en œuvre pour que les prochaines crises soient mieux anticipées.

Cette étude a été restituée aux membres de la plateforme, aux acteurs institutionnels du développement et de l'urgence et aux PTF en avril 2014. Elle a contribué à une prise en compte de ces différents risques et une partie des propositions d'action va être mise en œuvre notamment sur un financement de la Banque Mondiale.
